Journée régionale des opérateurs et animateurs Natura 2000

Gignac, le 25/09/2012

INTRODUCTION : ORIENTATIONS MEDDE - DREAL

Conférence environnementale : la feuille de route interministérielle a été validée à la suite de la conférence environnementale. Les annonces concernant la biodiversité sont toutefois restées larges et seront précisées ultérieurement.

Le MEDDE prépare avec les DREAL ses orientations 2013-2014 sur les politiques eau-biodiversité- paysage dans un contexte de rigueur budgétaire confirmé sur le triennal 2013-2015. Parmi les priorités affichées, on peut retenir :

- un recentrage des efforts sur la mise en œuvre des politiques européennes (directives eau – habitats – oiseaux – milieux marins - nitrates) impliquant quelques chantiers importants : évaluation puis révision des SDAGE (2015), priorités d'action pour l'atteinte des objectifs de bon état de conservation des sites du réseau Natura 2000, nouveau programme nitrates en cours d'élaboration ;
- maintenir les objectifs de gestion et donc les financements pour Natura 2000 malgré le contexte budgétaire difficile (ce qui pourra impliquer des choix au détriment d'autres actions) et préparer l'orientation des futurs programmes européens : FEDER orienté sur l'Énergie et l'emploi et moins sur la biodiversité et décentralisation probable de la gestion au niveau régional, continuité du FEADER (notamment MAEt) par rapport aux actions en cours ;
- mise en cohérence des différents outils/instruments en faveur de la biodiversité en région (PNA, SCAP, N2000...) par l'intermédiaire du Schéma Régional de Cohérence Écologique et sa gouvernance spécifique notamment.

Objectifs affirmés pour Natura 2000 :

- mise en place d'une animation quantifiable et « traçable » dans le temps, notamment grâce à SUDOCO et aux rapports d'activité des opérateurs ;
- prévention des dommages sur les sites Natura 2000 au travers de l'évaluation des incidences (EI) dans le cadre de la doctrine « éviter, réduire, compenser » ; il est attendu des opérateurs un rôle de veille et de conseil auprès des porteurs de projet pour l'identification des enjeux et le rappel de la réglementation, sans se substituer toutefois aux responsabilités des maîtres d'ouvrage
- contractualisation comme outil privilégié de mise en œuvre.

Enfin, la DREAL insiste sur deux orientations de fond pour les services de l'Etat :

- le rôle des MISEN (Missions Inter-Services de l'Eau et de la Nature) pilotées par les DDT(M) et qui visent à bien articuler les missions de police exercées par les services de l'Etat et ses établissements publics (ONCFS-ONEMA-Parc national notamment) à travers la mise en place de priorités déclinées dans des plans de contrôle
- l'amélioration de la qualité (et des exigences) dans l'instruction des dossiers dans le champ de compétence de l'Etat pour une meilleure intégration des enjeux de conservation de la biodiversité dans les décisions (projets et programmes). Cette orientation permet notamment de contribuer à l'atteinte du bon état de conservation sur les sites Natura 2000

1- POINT « INFORMATION »

Cf diaporama

1.1- Réseau Natura 2000 : désignations en ZSC, nouveau FSD

La majorité des sites de la région sont maintenant en animation. Il en reste 40 dont le Docob est en cours d'élaboration et 5 à engager, notamment sur la partie marine.

Désignations en ZSC : pas encore de retours du Ministère pour les sites qui avaient été transmis avec des erreurs puis renvoyés. Dans l'attente, rien de nouveau n'est envoyé, tant que les désignations sont bloquées.

Modifications de périmètre : la procédure est complexe et nécessite des dossiers précis vis-à-vis des habitats et des espèces concernés et pour la partie cartographique. Une procédure a été élaborée par le Ministère pour faciliter les démarches de modification des périmètres et la mise à jour des FSD.

Nouveau FSD : a été mis en place au niveau européen avec un nouveau logiciel de remplissage en ligne. C'est

l'opérateur qui transmet les modifications à apporter à la DREAL qui les met à jour dans le logiciel. Une modification de FSD dans le cadre d'une ZPS entraîne la prise d'un arrêté de désignation modificatif.

1.2- Données SIG, Système d'Information national du Natura 2000

Rappel du constat de 2011 : un nouveau cahier des charges est disponible depuis mars 2012. Une grande vigilance de tous (opérateurs, DREAL et DDT-M) est nécessaire pour le respect de ce cahier des charges. Une relance auprès de certains opérateurs sera réalisée avant la fin d'année pour les docobs validés et sans données SIG existantes au sein des services de l'Etat.

En 2012 : Pour les données existantes mais non conformes, le service informatique de la DREAL et le CBN (habitats) sont chargés de les mettre en forme pour pouvoir les intégrer dans une base de données.

Système d'information (SI) : a pour but d'améliorer les échanges de données entre les différents acteurs du réseau Natura 2000 et créer un outil pouvant intégrer toutes les données (FSD, OSIRIS, SUDOCO, suivi administratif des DDT et DREAL, EI...) dans une seule base de données. La 1^{ère} application est prévue au printemps 2013. Les animateurs auront (comme pour Sudoco) un droit d'écriture pour leur site et un droit de lecture pour les autres sites en France.

1.3- SUDOCO

Il est maintenant obligatoire d'utiliser cet outil pour le suivi de la mise en œuvre de l'animation. L'ATEN n'est plus formateur et cette mission a été déléguée aux DREAL et DDT(M). En LR les formations sont menées avec l'appui du CEN- LR et de Carole Toutain (Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise). La première session a eu lieu les 13 et 14 septembre et la seconde session aura lieu les 19 et 20 novembre 2012. Tous les animateurs devraient être formés d'ici fin 2013.

2- POINT « FINANCEMENT »

2.1- Rappel des règles de fin de programme FEADER

Cf diaporama

Fin FEADER en 2013 donc :

- toutes les actions allant au-delà du 31/12/2014 ne sont pas éligibles (vérifier les actions d'entretien) ;
- demande de solde le 2 mars 2015 ;
- pour les DOCOB qui démarrent en 2013, leur durée ne doit pas dépasser 2 ans. Les conventions d'animation étant annuelles, elles posent moins de problèmes.

2.2- Contractualisation : bilan de la contractualisation, prise en compte de la fin du programmes

Cf diaporama

Pour 2012 (et ce sera la règle pour la suite) : une enveloppe régionale est définie en début d'année. Seule une partie de cette enveloppe est disponible et quand elle est consommée, les autres contrats se mettent en file d'attente. Ce qui n'est pas consommé est rendu et re-distribué aux autres régions. Il faut alors déposer les contrats le plus tôt possible dans l'année car ils seront prioritaires pour l'engagement. Ce mode de fonctionnement est valable aussi bien pour le FEDER que pour le FEADER.

Réactions, échanges

Point financements 2012 : le 24/09 il restait 15 000 euros qui vont remonter au Ministère → les contrats déposés récemment ou montés d'ici la fin de l'année seront dans la file d'attente pour bénéficier des crédits non consommés dans d'autres régions ou pour être financés sur les crédits 2013 ; les premiers sur la liste d'attente auront 100% de chance d'être financés et il y a peu de prise de risque pour les animateurs ;

Les crédits FEDER non consommés pourront être reportés sur des actions « biodiversité ».

Position des animateurs / contractualisants : si les travaux sont engagés, ils le seront sur fonds propres ce qui est difficile à annoncer aux propriétaires et entrepreneurs qui ont défini un calendrier, comptaient sur ces chantiers cet hiver et auprès desquels l'animateur s'est engagé. *Serait-il possible d'avoir un courrier officiel à ce sujet ?*

La DREAL va faire un point avec le Ministère pour voir comment seront gérés les financements de la file d'attente et tiendront les animateurs au courant.

Transition avec le nouveau programme :

Peut-on contractualiser en 2014 ou y aura-t-il une année blanche ? Le montage d'un contrat sera possible en 2014 si les règles sont respectées. Elles seront connues courant 2013. Pas de réponse claire sur le caractère opérationnel des règles de gestion dès 2014.

Les avenants des DDT(M) remettent-ils en cause les engagements pris par les signataires ? Pour des actions d'entretien prévues dans un contrat en 2015, le signataire n'est plus tenu de les mettre en œuvre.

Dans la mesure où les dossiers pour 2014 doivent être engagés en 2013 doivent-ils prévoir l'animation plus vite que d'habitude ? Cela dépendra des nouvelles règles qui ne seront pas connues avant courant 2013.

2.3- MAET : bilan des réunions techniques, renouvellement des contrats

Quelques chiffres :

- 2012 = année de bilan. Les données sont en cours de consolidation par la DRAAF.
- 83 PAE en LR dont 46 PAE « Natura 2000 »
- 33 000 ha contractualisés dont 21 000 ha en zone Natura 2000 parmi lesquels 11 000 ha sur des engagements basiques.
- Les types d'engagements le plus contractualisés sont l'ouverture de milieux et la limitation de la fertilisation
- Prochaine CRAE le 23 octobre 2012.

Enquête :

Un questionnaire a été envoyé aux opérateurs/animateurs agri-environnementaux, aux services de l'état et aux agriculteurs pour une évaluation qualitative (perception des animateurs et exploitants agricoles). Ce travail a été effectué avec l'appui de SupAgro. Le taux de réponse a été élevé et les réponses détaillées, intéressantes et surprenantes. Une note de synthèse est en cours de réalisation.

- appréciation globale positive des MAE (émergence de dynamiques sur les territoires, d'échanges et de dialogues constructifs) ;
- les exploitants satisfaits à 75%, notamment par rapport à leur contribution en faveur de l'environnement et la reconnaissance de cette fonction ;
- les freins identifiés : manque de financements, inadaptation de certains engagements, lourdeurs administratives, manque d'accompagnement et absence de suivi.

Les services de l'Etat tentent d'en dégager quelques grandes lignes d'amélioration du système : renforcement de l'accompagnement, clarification des rôles des partenaires socio-professionnels (Chambres d'agriculture...) et notamment leur implication dans la rédaction des PAE (partenariats, conventions), engagement avec obligation de résultats, dispositifs innovants...

Perspectives PAC

Peu d'informations. Dans les grandes lignes (en négociation) :

- les 2 piliers sont maintenus → financements aussi ;
- une continuité du nouveau dispositif par rapport à l'actuel, même s'il n'est pas certain que tous les engagements soient repris ;
- un verdissement des aides du 1er pilier (aides sous conditions environnementales) ;
- maintien des aides au titre des enjeux eau et Natura 2000
- une approche « systèmes » davantage développée et un renforcement de l'approche régionale, l'encouragement des démarches collectives...
- un débat de fond : privilégier le maintien ou le changement des pratiques.
- Calendrier : 2012 négociations budgétaires, début 2013 approbation des règlements, mi 2013 envoi CE projet de PDRH, fin 2013 validation PDRH, 15 mai 2014 dépôt des 1ers dossiers

Cas des renouvellements de contrats : pour 2012, le choix était d'autoriser les renouvellements de contrat et de réaliser une année test sur les 9 territoires concernés pour la réalisation des diagnostics/bilans. Les exploitants ont souhaité renouveler leur contrat. Les constats de terrains ont montré des situations variables dont il est difficile de tirer des règles générales. Des difficultés de méthodologie ont été rencontrées pour l'évaluation des mesures : difficulté ou impossibilité de conclure sur les causes de l'évolution des milieux (climat, méthodologie au moment de l'état 0...).

En 2013, le volume de programmation est plus conséquent et les diagnostics ne pourront pas tous être réalisés à l'échelle régionale dans des conditions optimales → un arbitrage sera probablement nécessaire et les orientations régionales seront définies et communiquées lors de la CRAE d'automne. Ces orientations régionales ont pour objectif de donner un cadre de travail qui doit ensuite être adapté en fonction des situations locales qui peuvent être différentes selon les sites concernés.

Réactions, échanges

Renouvellement de contrats et anticipation des diagnostics :

Actuellement, des diagnostics écologiques ont déjà été faits (anticipation demandée par l'État ou des organismes comme le SUAMME) et financés → Est-ce possible de faire partir de nouveaux agriculteurs l'année prochaine ? D'avoir des éléments de réponse avant janvier pour qu'ils s'organisent ? → Les réponses seront apportées lors de la CRAE en octobre prochain. Depuis le début du programme l'enveloppe financière définie en CRAE n'a pas été inférieure à ce qui était nécessaire.

Critères de renouvellement :

Une note du Ministère de 2011 précise qu'il n'y a pas de renouvellement systématique et que les nouveaux contrats devraient être plus exigeants. En Lozère, il a été constaté que les critères de renouvellement des contrats étaient souvent plutôt politiques et financiers que basés sur des critères écologiques (malgré les bilans techniques, la volonté des agriculteurs).

Calendrier : les derniers contrats seront déposés au 15 mai 2013 (= PAE déposé en 2012). La programmation 2013 dépendra de l'état d'avancement du PDRH. Les opérateurs seront tenus informés des avancées au courant de l'année 2013.

2.4- Mise en place des barèmes pour les contrats ni-ni (323P)

Cf diaporama

Ce travail sur des barèmes a été initié du fait d'une forte demande des opérateurs. Les informations ont été collectées au niveaux national et régional et complétées par des échanges avec les DDT. Les barèmes ne concernent que les actions réalisables en régie avec des modalités de contrôle simples. Ils ne sont pas pertinents pour tous les types d'actions (ex : mise en défens). Il reste, entre autres, un travail sur les critères à définir pour que le système reste simple, applicable sur tous les sites. La DREAL est demandeuse d'exemples de coûts de travaux car les variations sont importantes entre les différentes sources et il est difficile de trouver des ordres de grandeur.

Réactions, échanges

Quel est l'objectif de ces barèmes ? Que les propriétaires qui sont en mesure de réaliser les travaux (moyens matériels et humains), et qui doivent actuellement présenter un devis puis une facture de prestataire, puissent les réaliser en régie (collectivités) ou en propre compte (particuliers). L'ONF est également demandeur car le suivi des contrats est long et non rémunéré

Le problème existe aussi pour les contrats forestiers : serait-il possible de mettre en place des barèmes pour ce type d'actions ? Oui. Les contrats ni-ni constituent une base de travail et sont majoritaires dans la région par rapport aux contrats forestiers pour lesquels le chantier de barèmes sera lancé plus tard.

Il existe plusieurs référentiels sur les coûts de gestion (ATEN, Chambres consulaires, ONF...). Ont-ils été pris en compte ? Oui, la plupart des documents disponibles ont été consultés.

Ces barèmes seront applicables quand ? Au plus tôt, début 2013, sous réserve des délais d'examen par le CSRPN et le Ministère et de prise de l'arrêté régional. Il sera possible de choisir entre présentation de facture et système forfaitaire. Dans le premier cas, le plafond de remboursement sera supérieur à celui de la solution forfaitaire.

Toutes les opérations d'un même contrat (d'une même action) seront payées sur facture ou forfaitairement selon la solution choisie par le contractant. On ne pourra pas utiliser à la fois le devis et le barème.

Différence entre PACA et LR ? Actuellement, pas de chantier lancé en PACA → échanges nécessaires pour la cohérence des solutions proposées par les deux régions.

3- ÉTAT DE CONSERVATION

3.1- Définition des priorités d'actions

Cf diaporama

Afin de gérer de manière plus efficace les moyens financiers et humains pour le maintien (ou la restauration) de l'état de conservation des habitats et espèces d'IC, le Ministère demande aux DREAL d'établir une liste d'habitats et d'espèces pour lesquels des mesures de gestion et de suivi sont à mettre en place de manière prioritaire. D'ici la fin d'année, cette liste doit être complétée par des moyens d'actions, de gestion et de suivi définis pour ces habitats et espèces en lien avec d'autres outils (SCAP, PNA, ...).

Réactions, échanges

Les animateurs sont informés, mais pas associés ? Oui. Le ministère ne prévoit pas à ce stade une consultation large sur ces listes. Le CSRPN ainsi que le CBN ont été informés de ce chantier.

Ces listes serviront-elles à prioriser aussi les contrats agricoles ? Non, car ce ne sont pas les mêmes budgets *a priori*.

Que dit-on aux propriétaires ? Que deviennent les contrats non prioritaires ? Des priorités existent déjà dans les DOCOB. Il s'agit de cibler encore un peu mieux les axes d'intervention pour mieux utiliser les fonds publics.

La liste se base-t-elle sur celle de la SCAP ? Les listes SCAP et priorités TVB ont été intégrées ainsi que les espèces faisant l'objet d'un PNA

Si une espèce fait l'objet d'un PNA, y a-t-il moins de financements pour cette espèce ? Non, pas forcément. Cela indique qu'elle bénéficie déjà de financements, mais aussi qu'elle est prioritaire. Il faut utiliser au mieux les différents outils existants pour être le plus efficace possible.

Si une priorité du DOCOB est différente de celle établie au niveau régional, que se passe-t-il ? Les priorités à enjeux très forts seront en haut de la liste de toute façon.

Il n'y a pas de risque que des sites se retrouvent sans priorités ? Dans les objectifs de conservation, il y a forcément toujours une priorité dans chaque site même si cette priorité ne se traduit pas forcément par des actions à mettre en place (éboulis par exemple).

Les lagunes sont typiquement dans ce cas de figure, elles ne sont donc pas prioritaires ? L'aspect des moyens d'intervention intervient dans un 2ème temps. Il y a d'autres outils (SAGE...) qui peuvent permettre d'agir là où Natura 2000 n'est pas l'outil de gestion le plus pertinent.

Ces priorités influenceront aussi sur les compléments d'inventaires ? Oui. Ce sera précisé plus tard.

Les critères de faisabilité ne ressortent pas de la méthodologie de hiérarchisation du CSRPN. Est-ce pris en compte ? Il faut différencier l'approche technique de l'approche scientifique. Il y a d'abord une approche purement scientifique à laquelle se rajoute l'approche technique.

Enquête sur les suivis scientifiques réalisés dans les sites Natura 2000

Cf diaporama

C'était une demande des opérateurs pour avoir une vision globale des suivis-inventaires sur leur site et c'est une nécessité pour la DREAL de prioriser les suivis. Des connaissances sont en cours d'acquisition dans le cadre SINP (IDCNP - inventaire dispositifs de collecte). La DREAL propose aux opérateurs de remplir une enquête synthétique (liste des suivis-inventaires sur le site -Natura 2000 ou autres-, zoom sur ceux qui concernent des espèces/habitats d'intérêt communautaire, utilisés ou pas, mis en œuvre ou pas...).

Le questionnaire sera envoyé en octobre et serait à remplir dans le mois ½ qui suit, avec transmission des difficultés rencontrées.

Réactions, échanges

Ce travail prend énormément de temps ! Le SMCG a estimé à 2 mois (avec stagiaire) le temps nécessaire pour un travail complet. → envoyer un premier bilan avec ce que les opérateurs savent, sans faire de recherche particulière pour que la DREAL ait une première vision.

Avec la multitude de suivis et d'études qui existent, l'animateur ne peut être au courant de tout ce qui se passe sur son territoire. De plus, les organismes qui font des suivis ne transmettent pas forcément leurs données → Est-ce possible d'avoir une demande officielle pour les inciter à transmettre les infos ? D'intégrer une contrainte de transmission des rapports dans les cahiers des charges des suivis co-financés (Europe...) pour donner légitimité aux animateurs ? → Il s'agit uniquement de savoir si par rapport aux priorités d'enjeux le site manque de suivis utiles pour l'animateur.

N'est-ce pas possible de demander aussi cela aux autres organismes (PNA, SAGE...) ? Théoriquement, le SINP sert à cela.

Parfois, même les PNA, en étant associés, ne transmettent pas les infos si les animateurs ne les demandent pas, et parfois même s'ils les demandent ! → les PNA s'organisent avec des budgets qui ne sont pas ceux de Natura 2000. L'adhésion au SINP est intégrée dans les conventions. Il est demandé que les résultats réguliers soient transmis, mais l'organisation reste à améliorer.

La DREAL ne peut-elle pré-remplir les infos connues d'elle (organismes connus comme intervenants sur le site) ?

Ce serait possible mais très long et il est aussi intéressant pour l'opérateur d'avoir un tableau de bord avec espèces/habitats, enjeux et suivis lancés ou pas.

Pour Natura 2000, pas de problèmes, tout le monde sait ce qui est fait ou pas. C'est pour les autres structures/programmes que l'info n'est pas transmise aux animateurs.

3.2- Contribution à l'évaluation 2013

Cf diaporama

Présentation du projet sur l'état de conservation des lagunes

Cf diaporama

Pôle-relais lagunes (méditerranéennes) = un des 5 pôles relais mis en place l'État. Il est piloté par la Tour du Valat en Camargue, et s'appuie sur des partenaires locaux dans les autres régions que PACA : CEN en LR et office de l'environnement en Corse.

Une évaluation à l'échelle biogéographique est prévue tous les 6 ans par Natura 2000 (en cours, Cf § pdt) → un réseau de surveillance doit être mis en place à cet effet. Des méthodologies ont été réalisées pour différents habitats à l'échelle du site (forestiers...), mais rien n'existe pour les lagunes côtières divisées en 2 sous-types : méditerranéennes et atlantiques.

Le but de ce projet, piloté par le Pôle, co-encadré par le MNHN et financé par la DREAL, est de mettre à disposition une solide méthode scientifique, mais applicable par les gestionnaires à l'échelle du site Natura 2000.

Réactions, échanges

Les gestionnaires ont besoin d'éléments pratiques et précis et le niveau national un besoin de synthèse → cette méthode très fine est-elle utilisable pour tous les sites et à tous les niveaux ? Ne vaudrait-il pas mieux différencier les deux démarches et en faire une simplifiée pour obtenir une note nationale ? L'avantage des lagunes méditerranéenne est que presque tout l'habitat est en Natura 2000 → le Pôle est en lien avec tous les opérateurs, ce qui facilite la mise en œuvre et la définition d'une note nationale pour le MNHN.

La DREAL est en attente de ce que le MNHN prépare pour la suite, car normalement une surveillance permanente doit être mise en place (sites tests ? Autre ?). L'évaluation à l'échelle du site est nécessaire pour répondre à la loi et pour réviser les DOCOB, mais elle n'est pas nécessaire pour répondre aux exigences de l'Europe.

La méthodologie RSL ne pouvait-elle pas servir ? Elle n'est utilisable que sur les lagunes permanentes et en LR → elle a donc été prise en compte dans la méthode présentée, mais pas uniquement. Il a fallu entièrement créer une méthodologie pour les lagunes temporaires notamment.

4- ÉVALUATION DES INCIDENCES

4.1- Point d'information sur les deuxièmes listes locales

Cf diaporama

1^{er} décret – 1^{er} bilan : intégration du dispositif par les différents services instructeurs et les maîtres d'ouvrage (amélioration de la qualité des dossiers) et les Bureaux d'Étude (plus hétérogènes). Des formations ont été dispensées pour les services instructeurs, les maîtres d'ouvrage et les Bureaux d'Étude. Il a été constaté :

- une amélioration progressive de la qualité des dossiers, même s'il y a toujours des dossiers lacunaires ;
- une difficulté des services instructeurs, sans compétences, à faire bon usage de ces études ;
- la difficulté à évaluer les effets cumulés.

Une journée sera organisée d'ici la fin de l'année pour discuter avec les opérateurs/animateurs de leur rôle dans le processus (quantité de sollicitations, quelles améliorations possibles...) mais aussi pour travailler sur des cas concrets. Il a bien été noté le besoin des opérateurs d'avoir des retours sur les autorisations rendues, les mesures compensatoires acceptées (...) ce qui nécessite que les services de l'état s'organisent en conséquence. Le SI intégrera les EI et les animateurs devraient avoir accès au suivi des projets.

Les activités avec le plus de demande d'EI sont les manifestations sportives. Un bilan plus précis sera fait en 2013.

Listes locales du 2nd décret : le délai de mars 2012 a été repoussé. Après la concertation avec les opérateurs et les réunions avec les DDT(M), la finalisation des listes est en cours : 10-15 items / département ont été retenus en moyenne. Elles seront envoyées au Ministère en début 2013. Elles prennent en compte la récente réforme des études d'impact qui nécessitera également de modifier les listes du 1^{er} décret car les notices d'impact n'existent plus.

En 2013 : un travail plus technique sera organisé en priorité avec les services de l'Etat, les bureaux d'études autour d'études de cas pour identifier les difficultés rencontrées dans l'évaluation des impacts et l'instruction des dossiers.

Réactions, échanges

Comment l'État a-t-il géré le dossier du Tour de France dont les interlocuteurs n'ont pas pris en compte les recommandations des animateurs ? Une amélioration du travail a été constatée en 2012 (délais plus raisonnables dans la restitution de l'étude, travail plus précis avec les animateurs, certains prestataires du maître d'ouvrage). Malgré tout, le porteur de projet ne s'est pas montré concerné par la mise en œuvre des mesures sur le terrain (se considère dédouané de l'évaluation d'incidences rendue). Un bilan a été fait au Ministère. Pour l'instant, il n'y a pas eu de retours des autres départements concernant d'éventuelles difficultés. La DREAL a réussi à travailler directement avec certains prestataires. Une poursuite de l'amélioration du travail commun est souhaitée pour 2013..

Le dérangement d'une colonie de Sternes par le survol stationnaire d'un hélicoptère est signalé.

4.2- Présentation de la démarche d'évaluation des incidences de la démoustication (EID)

Les opérations de démoustication sont soumises à l'évaluation des incidences Natura 2000 en application des articles L414-4 et R414-19 et 20 du code de l'environnement . Elles sont inscrites sur l'item 15 de la liste nationale du 1^{er} décret et sur les listes locales des Pyrénées orientales, de l'Aude, de l'Hérault et du Gard.

L'évaluation des incidences (EI) sur la démoustication est à conduire à une grande échelle (échelle de la région LR). En effet, elle concerne 35 sites Natura 2000 pour une surface de 35 000 ha.

L'EI sera établie de manière progressive dans le temps avec un plan de travail pluri-annuel encadré par des comités de suivi régional et départemental (voir diaporama). Il est prévu un plan de travail sur 3-4 sites Natura 2000 par an). Le calendrier prévisionnel du plan de travail est le suivant :

- fin 2012 : un comité de suivi régional annuel sera mis en place pour fixer les objectifs et priorités de l'année suivante ;
- début 2013 : rendu de l'EI
- mi-2013 : réunion d'un comité de suivi départemental annuel pour donner un avis sur l'EI (membres identiques au comité régional + DDTM, opérateur des sites Natura 2000 concernés, CG –techniciens)
- fin 2013 : prise de l'arrêté préfectoral autorisant pour l'année suivante les campagnes de démoustication sur les communes incluses dans le périmètre d'intervention de l'EID.

Présentation de l'EID : Cf diaporama

L'EID présente les stratégies de lutte contre les moustiques en Méditerranée française : le contrôle de la nuisance et les risques sur la santé publique. Au chapitre de la lutte contre les moustiques nuisants, appelée la lutte de confort, sont présentés le cycle biologique, les modes opératoires, la stratégie anti-larvaire prioritaire et la problématique spécifique des irrigations et des mises en eau artificielles.

48 espèces de moustiques sont présentes sur le littoral méditerranéen. Une quinzaine piquent l'Homme. 99% des efforts de démoustication portent sur seulement 3 espèces : *Aedes caspius* et *A. detritus* (inféodés aux zones humides naturelles soumises à submersion temporelle) et *Culex pipiens*, moustique urbain.

Concernant les risques sur la santé publique, l'EID présente un moustique introduit en France en 2004, le Moustique tigre, originaire de l'Asie du sud-est . Il est vecteur de maladies tropicales (Dengue et chikungunya) d'où sa prise en compte par le ministère de la santé et la mise en place d'un plan national anti-dissémination. L'EID présente la surveillance entomologique sur le territoire, le plan national de surveillance, les modes opératoires de lutte anti-vectorielle, la typologie des gîtes larvaires. En effet, ce moustique fortement nuisant, vit en milieu urbain et est souvent

intradomiciliaire. Il vit dans les pots de fleurs, jouets, plots de chantier, pneus... et sa nuisance est d'autant plus difficile à contrôler .

Réactions, échanges

Combien ça coûte ? 11 Millions d'euros de budget annuel dont 70% sont consacrés aux dépenses de personnel.

5- ANIMATION DU RÉSEAU

5.1- Présentation de la charte ERDF « avifaune et lignes électriques »

Cf diaporama

Le risque représenté par les lignes électriques concerne une grande diversité d'oiseaux mais impacte plus particulièrement les rapaces et autres grands voiliers (Cigognes notamment). Il peut s'agir d'électrocution (fils et supports métalliques) ou de percussion dans certaines conditions où les oiseaux ne voient pas les lignes. Les dérangements occasionnés ne sont pas typiques de la distribution d'électricité mais concernent les chantiers et l'entretien des lignes.

Les signataires de la charte régionale (qui découle d'une démarche nationale) sont : ERDF, *Meridionalis*, le coordinateur national du PNA Bonelli, la LPO Rhône-Alpes (dans le cadre de ses actions sur un secteur du nord du Gard), la DREAL LR (Service Nature) et l'ONCFS (en tant que police de la nature). Elle a été signée fin 2011 et couvre 3 ans (2011-2013), renouvelable. La charte s'applique sur les 4 départements littoraux relevant de l'entité de gestion dite « LR » de ERDF. Elle prévoit deux modalités d'intervention : l'une dite « curative » consiste à neutraliser les pylônes ou portion de lignes sous lesquels des oiseaux protégés ont effectivement été trouvés morts. L'autre dite « préventive » consiste à neutraliser par avance des pylônes classés dangereux dans les secteurs abritant les espèces les plus menacées et sensibles à l'électrocution-percussion. Pour cette dernière, les efforts sont priorités sur 4 espèces faisant l'objet d'un PNA (Aigle de Bonelli, Vautour moine, Vautour Percnoptère et Gypaète barbu) et s'applique déjà largement dans des zones Natura 2000 → Cartographie des risques puis neutralisation, prévention, communication. Une deuxième liste de 6 autres espèces PNA pour lesquels on connaît des cas en France, est considérée comme « à surveiller » (Butor étoilé, Faucon crécerellette, Grand-Tétrás, Milan royal, Outarde canepetière, Vautour fauve) car on a encore assez peu de cas de mortalité pour ces espèces dans les 4 départements de la charte où leur état de conservation est jugé plus satisfaisant et un traitement curatif semblait donc pour l'instant suffire.

Réactions, échanges

Cartographie des risques :

Est-il prévu de transmettre la cartographie des risques aux opérateurs de ZPS ? Oui, sur demande, si c'est une ZPS où l'étude a déjà été faite par les signataires de la charte. Sinon il est possible d'obtenir auprès d'ERDF le tracé des lignes électriques (frais de mise à disposition payants) mais l'info n'est pas intéressante sans l'analyse du danger (seules les lignes sont cartographiées, pas les pylônes).

Dans les endroits où la mortalité est effective, un traitement curatif est possible → il faut s'adresser à l'association locale qui transmettra l'info.

Quelle échéance pour cette cartographie des risques ? Méridionalis numérise les cartographies papiers existantes pour le compte d'ERDF d'ici fin 2012.

Sur quoi s'est basé le choix et le découpage des zones prioritaires ? Le choix s'est basé sur les territoires occupés par l'Aigle de Bonelli puis 3 autres espèces menacées (mais beaucoup d'autres espèces en profitent, à l'instar du Grand-Duc, du Circaète, etc..., régulièrement impactés dans la région, mais en meilleur état de conservation). Le découpage a été fait à partir de planches cartographiques fournies par ERDF et/ou des périmètres Natura 2000.

La cartographie des équipements a-t-elle déjà été faite ? Cela sera intégré à la cartographie numérique avec les enfouissements, mais il y a beaucoup de données papiers qui ont du être rassemblées et cela a pris du temps.

Il est important de prendre en compte les effets cumulés des lignes électriques et des éoliennes.

Si un animateur d'un site est concerné par une zone prioritaire pour la cartographie → à qui peut-on s'adresser pour connaître le calendrier... ? Les priorités de travaux sont décidés chaque année au sein du Comité Régional Avifaune. Pour l'instant il y a encore beaucoup de secteurs déjà cartographiés à neutraliser. Il est toutefois possible aux animateurs de faire remonter leurs enjeux en prenant contact avec l'association locale de Méridionalis concernée (GOR, LPO 11, LPO 34 ou COGard).

Financement des travaux :

Il existe une ligne dont la dangerosité pour le Grand Tétrás est prouvée mais ERDF et la commune se renvoient la balle, et l'investissement est trop cher pour Natura 2000 → cette opération peut se faire grâce à quels financements ? Ici, c'est ERDF qui investit, après avoir décidé où avec l'ensemble des partenaires. Il y a parfois quelques cofinancements (notamment des collectivités locales) mais seulement pour l'enfouissement et généralement ERDF prend en charge les câbles, et les autres le terrassement.

Si nécessaire, après avoir essayé d'agir au niveau régional, il est possible, en passant par les associations locales, de demander l'intervention du Comité National Avifaune.

5.2- Retour sur la réunion technique des opérateurs/animateurs Natura 2000

Cette réunion s'est tenue suite à un besoin d'échanges entre les animateurs. 33 personnes étaient présentes (→ bonne participation). Le principal point ressorti de cette rencontre est le véritable besoin d'animer ce réseau :

- arriver à se fédérer et partager ses expériences au travers d'une réunion ;
- besoin de pouvoir échanger toute l'année via un forum ou yahoo groupe.

Un compte-rendu a été fait et transmis à DREAL et aux DDT(M) le lendemain avec des propositions et notamment la sollicitation du réseau des gestionnaires de Languedoc-Roussillon pour prendre en charge l'organisation de ces journées de travail. Une lettre officielle sera envoyée prochainement. Le réseau avait déjà été sollicité il y a 1 an ½ mais la réponse des pilotes était négative.

Réactions, échanges

Réponses de la DREAL sur quelques uns des points du compte-rendu :

- réunions départementales des opérateurs Natura 2000 avant la réunion régionale : sera probablement mis en place dès 2013 ;
- gestion de l'emploi du temps et contrôle ASP : c'est aux opérateurs d'être capables de prouver le temps passé sur Natura 2000 (agenda, logiciel gestion de temps, CR de réunion) ;
- contrôle des contrats : une réunion avec les DDT(M) sera organisée pour se mettre d'accord sur les points de contrôle.

La DREAL transmettra le reste des réponses d'ici 6 semaines environ.

Forum des animateurs : l'ATEN en avait créé un qui fonctionnait très bien jusqu'en 2010 puis moins bien ces derniers temps. Il a été récemment spamé de manière ingérable et l'ATEN va devoir le désactiver et trouver d'autres moyens.

Sollicitation du réseau ENPLR : le refus des pilotes du réseau était motivé par la volonté de :

- ne pas appuyer une animation spécifique à Natura 2000 avec pour conséquence une implication plus grande sur ce dispositif alors même que la plupart des gestionnaires Natura 2000 ne sont pas membres du réseau ;
- conserver une vision transversale pour le réseau permettant d'avoir une approche inter-sites et interdispositif sans pour autant traiter des questions propres à chacun des outils de gestion et protection de la biodiversité ;
- ne pas porter la voix des gestionnaires donc *a fortiori* d'une seule catégorie de gestionnaire ;
- ne pas sortir des compétences des financeurs car si la DREAL a bien une compétence sur Natura 2000, ça n'est pas le cas de la région qui co-pilote le réseau.

Néanmoins, sur la base de la sollicitation qui sera faite au réseau, la question sera traitée à l'occasion de la réunion du prochain secrétariat technique du réseau, fin novembre, afin d'y apporter une réponse.

5.3- Présentation du « Réseau régional des gestionnaires d'espaces naturels protégés »

Cf diaporama

Réactions, échanges

Les actions portées par le réseau sont-elles réservées aux membres du réseau ? Les ateliers sont ouverts à tous, les contributions à la lettre d'information aussi.

Les agriculteurs sont-ils considérés comme des gestionnaires d'espaces naturels ? Non, ce sont des structures qui portent des dispositifs Natura 2000, Grand Site... mais ils peuvent être associés ponctuellement si la thématique le « permet ».

6- QUESTIONS DIVERSES

6.1- Utilisation du logo Natura 2000

Cf diaporama

Logo Natura 2000 n'a pas été déposé en tant que marque. Il y a donc un risque d'une mauvaise utilisation sans contrainte réelle derrière. 3 possibilités de résoudre le problème :

- proposer un texte réglementaire pour contrôler l'usage du logo ;
- déposer le logo en marque simple (au niveau national ou européen) ;
- créer un logo « partenaire Natura 2000 » → option actuellement la plus probable.

Réactions, échanges

Le terme de « partenaire » est équivoque.

Y aurait-il la possibilité de l'utiliser sur des produits ? Pose la question du contrôle derrière et de la qualité du produit → Que met-on derrière un logo Natura 2000 (labellisation de territoire ? Autre ?). Le débat pas tranché pour l'instant. L'utilisation « élargie » du logo est plutôt réfléchi en termes d'institution et non de produits : qui s'engage ?

Natura 2000 est européen → un dépôt de marque est-il possible au niveau européen ? Dans d'autres pays ?

Un agriculteur qui a souscrit un contrat Natura 2000 pourrait très bien mettre le logo sur ses produits : il s'engage pour

Natura 2000, non ? Cela pose un problème de défaut de concurrence, car il n'y a aucun cahier des charges de qualité derrière et cela sera considéré comme induisant le consommateur en erreur : le logo sous-entend un gage de qualité qui actuellement n'existe pas. De plus, il pourrait être possible de profiter de l'image de Natura 2000 pour un dispositif mis en place sur une toute petite portion de son exploitation. Dans tous les cas, il est essentiel de ne pas promouvoir l'utilisation de ce logo avant que le débat ne soit cadré/tranché par Ministère...

Les Salins du Midi ont obtenu dans le cadre des Grands Prix Natura 2000 une autorisation spéciale de 2 ans pour afficher le logo sur leurs produits.

Pourquoi un loueur de kayak aurait plus de légitimité qu'un agriculteur pour afficher le logo ? Car ce serait en tant que partenaire et par rapport à un engagement et non sur un produit non contrôlé.

6.2- Autres questions

Nouveaux programmes européens ? :

Y aura-t-il une année blanche pour les conventions d'animation ? Non

Mais si les animateurs ne peuvent monter et financer des actions, contrats ou MAEt ? Il y a peut-être d'autres activités, mais le montage de ces contrats justifie souvent les temps pleins des animateurs dans les petites structures... Il est possible de démarcher les agriculteurs et propriétaires sans passer de contrats.

Il est difficile de rencontrer et convaincre ces personnes sans avoir d'infos.

Les infos seront transmises au fur et à mesure sur l'évolution de la PAC. Rien ne prédit actuellement une année blanche en 2014 pour la contractualisation.

Il y aura bien un temps de latence, non ? Nous aurons des réponses en 2013, mais il y a effectivement un risque d'une petite période de flottement. Mieux vaut déposer les dossiers d'animation fin 2013 pour une période jusqu'à fin 2014.

Autres :

Les animateurs Leader ont été mis à contribution pour faire remonter leur avis pour la définition des nouveaux programmes européens. **Charlotte Frigerio** (Pays de l'Agly) animatrice Leader et Natura 2000 se propose de faire passer le diagnostic stratégique territorial aux animateurs Natura 2000 et de faire remonter leurs propositions par le réseau rural.